

No. 37666

**France
and
Russian Federation**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Russian Federation concerning the protection of classified information and materials (with annex). Paris, 18 December 2000

Entry into force: *18 December 2000 by signature, in accordance with article XIV*

Authentic texts: *French and Russian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 14 August 2001*

**France
et
Fédération de Russie**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la protection des informations et matériels classifiés (avec annexe). Paris, 18 décembre 2000

Entrée en vigueur : *18 décembre 2000 par signature, conformément à l'article XIV*

Textes authentiques : *français et russe*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 14 août 2001*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE RELATIF À
LA PROTECTION DES INFORMATIONS ET MATÉRIELS CLASSIFIÉS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie, ci-après dénommés les Parties,

Désireux d'assurer la protection des informations et matériels classifiés transmis ou résultant d'une activité conjointe réalisée dans le cadre de la coopération entre les Parties,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Aux fins du présent Accord, il faut entendre par :

« Informations et matériels classifiés », les informations et matériels de toute nature, sous quelque forme que ce soit, auxquels ont été attribués, conformément aux législations des Etats des Parties, un niveau et un timbre de classification, et qui, dans l'intérêt de la sécurité nationale des deux Etats, doivent être protégés contre l'accès de toute personne non habilitée, contre toute diffusion, y compris leur destruction, soustraction, divulgation et perte ;

« Organe habilité », un organisme public ou privé, agréé par les Parties pour recevoir, détenir, utiliser des informations et matériels classifiés transmis ou résultant d'une activité conjointe réalisée dans le cadre de la coopération entre les Parties ;

« Partie d'origine », la Partie qui transmet des informations et des matériels classifiés à l'autre Partie ;

« Partie destinataire », la Partie à laquelle la Partie d'origine transmet des informations et des matériels classifiés ;

« Tierce partie », les organisations internationales, les Etats qui ne sont pas définis en tant que Partie au présent Accord, ainsi que les personnes physiques ou morales appartenant à ces organisations ou ayant la nationalité de ces Etats.

Article II

Les Parties prennent, conformément à la législation de leur Etat, toutes les mesures propres à assurer la protection des informations et matériels classifiés échangés entre les Parties au titre du présent Accord ou résultant d'une activité conjointe menée dans le cadre d'accords conclus entre les Parties, ainsi que de contrats ou de contrats de sous-traitance.

Afin de maintenir un niveau de sécurité équivalent, les autorités de sécurité compétentes des Parties s'informent mutuellement de leur législation nationale et échangent leur réglementation nationale concernant la protection des informations et matériels classifiés, nécessaire à l'application du présent Accord.

Si nécessaire, les autorités de sécurité compétentes des Parties peuvent se rencontrer pour échanger leurs expériences en matière de protection des informations et matériels classifiés échangés entre les Parties ou résultant d'une activité conjointe des Parties dans le cadre d'accords conclus entre les Parties.

Article III

Les Parties, se référant à la législation et à la réglementation en vigueur dans leurs Etats, s'engagent à assurer la protection des informations et matériels classifiés transmis ou résultant d'une activité conjointe dans le cadre de la coopération entre les Parties conformément à l'équivalence des niveaux de classification définie dans le tableau ci-dessous :

République française	Fédération de Russie
SECRET DÉFENSE (СЕКРЕ ДЭФАНС)*	СОВЕРШЕННО СЕКРЕТНО (SOVERCHENNO SEKRETN)*
CONFIDENTIEL DÉFENSE (КОНФИДАНСИЕЛЬ ДЭФАНС)*	СЕКРЕТНО (SEKRETN)*
DIFFUSION RESTREINTE (ДИФУЗЬОН РЭСТРЭНТ)*	ДЛЯ СЛУЖЕБНОГО ПОЛЬЗОВАНИЯ (DLIA SLOUJEBNOGO POLZOVANIA)*

*Transcription phonétique.

Article IV

Les Autorités de sécurité compétentes des Parties responsables de la coordination pour l'application du présent Accord sont :

Pour la République française :

Secrétariat général de la défense nationale
51, bd de Latour-Maubourg
75700 PARIS 07 SP

Pour la Fédération de Russie :

Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie
Grande Loubianka, d. 1/3
101000 Moscou

Article V

Les parties appliquent les règles suivantes pour la protection et l'utilisation des informations et matériels classifiés transmis ou résultant d'une activité conjointe dans le cadre de la coopération entre les Parties :

- La Partie destinataire accorde aux informations et matériels classifiés transmis ou résultant d'une activité conjointe dans le cadre de la coopération entre les Parties un niveau de protection physique et juridique au moins égal à celui qu'elle accorde à ses propres informations et matériels de niveau de classification équivalent ;

- La Partie destinataire s'engage à ne pas utiliser les informations et matériels classifiés transmis ou résultant d'une activité conjointe dans le cadre de la coopération entre les Parties à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été transmis sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine ;

- La Partie destinataire ne divulgue pas et ne porte pas à la connaissance d'une tierce Partie les informations et matériels classifiés qui lui ont été transmis ou résultant d'une activité conjointe dans le cadre de la coopération entre les Parties sans l'autorisation écrite préalable de la Partie d'origine ;

- La Partie destinataire ne modifie le niveau, ni ne déclassifie les informations et matériels classifiés transmis ou résultant d'une activité conjointe dans le cadre de la coopération entre les Parties sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine.

Article VI

L'accès aux informations et matériels classifiés est accordé uniquement aux personnes dûment habilitées et dont les fonctions nécessitent l'accès à ces informations et matériels classifiés sur la base du besoin d'en connaître et aux fins prévues lors de leur transmission.

Article VII

Chacune des Parties s'engage, à la réception des informations et matériels classifiés en provenance de l'autre Partie, à y apposer le timbre de classification équivalent selon le tableau de l'Article III du présent Accord.

La Partie d'origine informe la Partie destinataire de tout changement ultérieur de classification et de timbre de classification des informations et matériels classifiés transmis ou résultant d'une activité conjointe dans le cadre de la coopération entre les Parties.

Le niveau de classification des informations et matériels classifiés résultant d'une activité conjointe dans le cadre de la coopération entre les Parties est fixé d'un commun accord entre les organes habilités des Parties.

Article VIII

La décision de transmettre des informations et des matériels classifiés est prise par les Parties au cas par cas en conformité avec leur législation nationale.

Les informations et matériels classifiés sont transmis d'Etat à Etat par voie diplomatique ou par voie militaire.

Les autorités de sécurité compétentes des Parties peuvent convenir que les informations et matériels classifiés peuvent être transmis par un autre moyen que la voie diplomatique ou militaire dans la mesure où ces modes de transmission s'avèreraient impossibles ou difficiles.

L'organe habilité de la Partie destinataire confirme officiellement la réception des informations et matériels classifiés et transmet ceux-ci aux utilisateurs.

Les Parties prennent des mesures pour exclure, sur le territoire de leur Etat, l'envoi par poste des informations et matériels classifiés transmis ou résultant d'une activité conjointe dans le cadre de la coopération entre les Parties.

Article IX

En cas de transmission par l'une des Parties d'informations et de matériels classifiés à l'autre Partie, la Partie destinataire s'engage à ce que l'utilisateur de ces informations et matériels classifiés ait l'habilitation correspondante lui permettant l'accès à ces informations et matériels classifiés, qu'il peut assurer la protection adéquate des informations et matériels classifiés transmis, et que ces moyens de protection sont conformes à la législation nationale et dûment contrôlés.

Chaque contrat ou chaque contrat de sous-traitance contenant des informations et des matériels classifiés doit comporter une annexe de sécurité. Cette annexe précise ce qui doit être protégé par la Partie destinataire, ainsi que le niveau et le timbre de classification des informations et des matériels classifiés transmis ou résultant d'une activité conjointe dans le cadre de la coopération entre les Parties.

Article X

Les visites qui prévoient un accès à des informations et matériels classifiés et aux organismes où sont effectués des travaux qui portent sur des informations et des matériels classifiés s'effectuent seulement sur autorisation préalable de l'autorité de sécurité compétente de la Partie d'accueil.

La demande d'autorisation de telles visites est transmise par l'autorité de sécurité compétente de la Partie d'envoi au moins 30 jours avant la date prévue. En cas de nécessité, l'autorité de sécurité compétente de la Partie d'accueil prend toutes les mesures pour accélérer la délivrance de l'autorisation de visite et règle le problème des visites multiples.

La demande d'autorisation de visite est établie selon les procédures suivies par la Partie d'accueil et contient les renseignements indiqués en Annexe au présent Accord.

Les visiteurs doivent être enregistrés conformément aux modalités en vigueur dans l'Etat d'accueil.

Article XI

En cas d'accès de toute personne non habilitée, de divulgation, de destruction, de détournement, de soustraction, de reproduction, de diffusion, de perte effective d'informations et matériels classifiés, la Partie destinataire procède à une enquête et prend toute mesure appropriée, conformément à ses lois et règlements nationaux, et informe sans retard la Partie d'origine de ces faits ainsi que des mesures prises conformément à la législation de son Etat.

Cette notification doit être suffisamment détaillée pour que la Partie d'origine puisse procéder à une évaluation complète du dommage subi.

Article XII

Tout désaccord relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions prises dans le présent Accord est réglé par consultation entre les Parties.

Les Parties se consultent sur les questions relatives aux divulgations d'informations et matériels classifiés échangés ou résultant d'activités conjointes dans le cadre de la coopération entre les Parties.

Article XIII

Les frais des organes habilités de l'une des Parties liés aux mesures prises pour assurer la confidentialité sur le territoire de celle-ci en vertu du présent Accord ne peuvent faire l'objet d'un remboursement par l'autre Partie.

Article XIV

Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature et est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent Accord peut être modifié et complété à tout moment si les Parties ont exprimé leur accord par écrit en respectant la même procédure.

Chacune des Parties peut dénoncer le présent Accord en adressant à l'autre Partie par la voie diplomatique une notification écrite au moins 6 mois avant la date prévue de cessation de ses effets.

En cas de dénonciation du présent Accord, les mesures de protection des informations et matériels classifiés transmis ou résultant d'une activité conjointe dans le cadre de la coopération entre les Parties continuent à être prises conformément à l'Article VI du présent Accord, tant que le timbre de classification n'a pas été enlevé.

Fait à Paris le 18 décembre 2000 en double exemplaire, en langues française et russe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

MONSIEUR SCHWARTZENBERG,
Ministre de la Recherche

Pour le Gouvernement de la Fédération de Russie :

MONSIEUR KLEBANOV
Vice-Premier ministre

ANNEXE

La demande de visite rédigée conformément à l'Article X doit comporter, en particulier, les renseignements suivants :

1. Le nom et le prénom du visiteur, ses date et lieu de naissance, sa nationalité et le numéro de son passeport.
2. La profession et la fonction du visiteur, le nom de l'établissement qui l'emploie.
3. L'existence d'une habilitation aux informations et matériels classifiés du niveau de classification correspondant.
4. La date proposée de la visite et sa durée prévue, le nom des établissements, installations et locaux à visiter, l'objet de la visite et toutes indications utiles sur les sujets à traiter, ainsi que sur les niveaux de classification des informations et des matériels dont il est prévu de prendre connaissance.
5. Les fonctions, noms et prénoms des personnes que doivent rencontrer les visiteurs.

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

СОГЛАШЕНИЕ
МЕЖДУ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ФРАНЦУЗСКОЙ РЕСПУБЛИКИ И
ПРАВИТЕЛЬСТВОМ РОССИЙСКОЙ ФЕДЕРАЦИИ
О ЗАЩИТЕ СЕКРЕТНЫХ ИНФОРМАЦИИ И МАТЕРИАЛОВ

Правительство Французской Республики и Правительство Российской Федерации, именуемые в дальнейшем Сторонами,

стремясь обеспечить защиту передаваемых или являющихся результатом совместной деятельности в рамках сотрудничества Сторон секретных информации и материалов,

согласились о нижеследующем.

Статья 1

Для целей настоящего Соглашения, приводимые ниже термины, означают следующее:

«секретные информация и материалы» - информация и материалы любого характера, независимо от формы представления, которым в соответствии с законодательством государств Сторон присвоена соответствующая степень секретности и гриф секретности и, которые в интересах национальной безопасности обоих государств, подлежат защите от несанкционированного доступа, распространения, в том числе уничтожения, изъятия, разглашения, потери;

«уполномоченный орган» - государственная или частная организация, которая уполномочена Сторонами получать, хранить, использовать

передаваемые или являющиеся результатом совместной деятельности в рамках сотрудничества Сторон секретные информации и материалы;

«Сторона-отправитель» - Сторона, которая передает секретные информации и материалы другой Стороне;

«Сторона-получатель» - Сторона, которой Сторона-отправитель передает секретные информации и материалы;

«третья Сторона» - международные организации, государства, не являющиеся Сторонами настоящего Соглашения, а также физические или юридические лица этих организаций и государств.

Статья 2

Стороны, в соответствии с законодательством своих государств, предпринимают все меры в целях обеспечения защиты секретных информации и материалов, которые передаются Сторонами в соответствии с настоящим Соглашением или являющихся результатом совместной деятельности Сторон в рамках заключенных Сторонами соглашений, а также контрактов или договоров субподряда.

В целях соблюдения сопоставляемых норм безопасности ответственные ведомства Сторон взаимно информируют друг друга о национальном законодательстве и обмениваются нормативными правовыми актами в области защиты секретных информации и материалов, необходимыми для выполнения настоящего Соглашения.

Ответственные ведомства Сторон при необходимости могут встречаться для обмена опытом по защите секретных информации и материалов, которыми обмениваются Стороны или которые являются результатом совместной деятельности Сторон в рамках заключенных Сторонами соглашений.

Статья 3

Стороны, руководствуясь действующими в их государствах законодательствами и иными нормативными правовыми актами, обязуются обеспечивать защиту передаваемых или являющихся результатом совместной деятельности в рамках сотрудничества Сторон секретных информации и материалов в соответствии с сопоставляемыми степенями секретности, установленными в нижеследующей таблице:

Французская Республика	Российская Федерация
SECRET DEFENSE (Секре дэфанс)*	СОВЕРШЕННО СЕКРЕТНО (Soverchenno sekretno)*
CONFIDENTIEL DEFENSE (Конфиденсиэль дэфанс)*	СЕКРЕТНО (Sekretno)*
DIFFUSION RESTREINTE (Дифюзьон рэстрэнт)*	ДЛЯ СЛУЖЕБНОГО ПОЛЬЗОВАНИЯ (Dlja sloujebnogo polzovania)*

*Фонетическая транскрипция.

Статья 4

Ответственными ведомствами Сторон за координацию деятельности по реализации настоящего Соглашения являются:

От Французской Республики:

Генеральный секретариат национальной обороны

Бульвар Латур-Мобур, 51,

75700 Париж 07 СП.

От Российской Федерации:

Федеральная служба безопасности Российской Федерации

Большая Лубянка, д. 1/3, 101000, г. Москва

Статья 5

В целях защиты и использования, передаваемых или являющихся результатом совместной деятельности в рамках сотрудничества Сторон секретных информации и материалов Стороны применяют следующие правила:

- Сторона-получатель предоставляет передаваемым или являющимся результатом совместной деятельности в рамках сотрудничества Сторон секретным информации и материалам, как минимум такие же уровни юридической и физической защиты, как и своим собственным секретным информации и материалам сопоставляемой степени секретности;

- Сторона-получатель обязуется не использовать без предварительного письменного согласия Стороны-отправителя переданные или являющиеся результатом совместной деятельности в рамках сотрудничества Сторон секретные информацию и материалы для целей, отличных от тех, для которых они передавались;

- Сторона-получатель не разглашает и не доводит до сведения третьей Стороны переданные или являющиеся результатом совместной деятельности в рамках сотрудничества Сторон секретную информацию и материалы без предварительного письменного разрешения Стороны-отправителя;

- Сторона-получатель не изменяет степень секретности и не рассекречивает переданные ей или являющиеся результатом совместной деятельности в рамках сотрудничества Сторон секретные информацию и материалы без предварительного письменного согласия Стороны-отправителя.

Статья 6

Доступ к секретным информации и материалам предоставляется только лицам, имеющим соответствующий допуск, и которым знание данных секретных информации и материалов необходимо для выполнения служебных обязанностей в целях, предусмотренных при их передаче.

Статья 7

Каждая из Сторон обязуется при получении секретных информации и материалов от другой Стороны присвоить им гриф сопоставляемой степени секретности согласно таблице в статье 3 настоящего Соглашения.

Сторона-отправитель информирует Сторону-получателя о любом дальнейшем изменении степени секретности и грифа секретности переданных или являющихся результатом совместной деятельности в рамках сотрудничества Сторон секретных информации и материалов.

Степень секретности секретных информации и материалов, являющихся результатом совместной деятельности в рамках сотрудничества Сторон, устанавливается по согласию соответствующих уполномоченных органов Сторон.

Статья 8

Решение о передаче секретных информации и материалов принимается Сторонами в каждом отдельном случае в соответствии со своими национальными законодательствами.

Секретные информация и материалы передаются из одного государства в другое по дипломатическим каналам или военно-курьерской службой.

Ответственные ведомства Сторон могут договориться о том, что секретные информация и материалы могут передаваться другим способом, если передача по дипломатическим каналам или военно-курьерской службой невозможна или создает трудности.

Уполномоченный орган Стороны-получателя документально подтверждает получение секретных информации и материалов и передает их пользователям.

Стороны принимают меры, чтобы на территориях их государств исключалась пересылка почтой передаваемых или являющихся результатом совместной деятельности в рамках сотрудничества Сторон секретных информации и материалов.

Статья 9

В случае передачи одной из Сторон секретных информации и материалов другой Стороне, Страна-получатель обязуется, что пользователь этими секретными информацией и материалами имеет допуск к секретным информации и материалам соответствующей степени секретности, может обеспечить адекватную защиту передаваемых секретных информации и материалов и, что эти средства защиты соответствуют национальному законодательству и контролируются в установленном порядке.

К каждому контракту или договору субподряда, содержащему секретные информацию и материалы, составляется приложение по вопросам безопасности. В этом приложении указывается, что именно подлежит защите Стороной-получателем, а также степень секретности и гриф секретности передаваемых или являющихся результатом совместной деятельности в рамках сотрудничества Сторон секретной информации и материалов.

Статья 10

Визиты, предусматривающие доступ к секретной информации и материалам, и в организации, где проводятся работы с секретными информацией и материалами, осуществляются только с предварительного разрешения ответственного ведомства принимающей Стороны.

Обращение о возможности таких посещений передается ответственным ведомством направляющей Стороны не менее чем за 30 дней до предполагаемого визита. При необходимости ответственное ведомство принимающей Стороны предпринимает меры по ускорению выдачи разрешения на посещение и решает вопрос о многократных посещениях.

Обращение о возможности таких посещений составляется согласно процедурам, принятым принимающей Стороной, и содержит сведения, указанные в приложении к настоящему Соглашению.

Посетители подлежат регистрации в соответствии с действующим в принимающем государстве порядком.

Статья 11

В случае несанкционированного доступа, разглашения, уничтожения, использования, изъятия, копирования, распространения, имевшей место утери секретных информации и материалов Стороной-получатель проводит

расследование и предпринимает все соответствующие меры согласно национальным законам и правилам, а также незамедлительно информирует Сторону-отправителя, передавшую информацию, об этих фактах, равно как и о принятых мерах в соответствии с законодательством своего государства.

Такое уведомление должно быть достаточно детальным, с тем чтобы Сторона-отправитель смогла оценить нанесенный ущерб в полном объеме.

Статья 12

Любые разногласия, возникающие с толкованием или применением положений настоящего Соглашения, разрешаются путем консультаций между Сторонами.

Стороны консультируются по вопросам, связанным с разглашением секретных информации и материалов, переданных или являющихся результатом совместной деятельности в рамках сотрудничества Сторон.

Статья 13

Расходы уполномоченных органов одной Стороны, возникшие в связи с проведением мер по соблюдению режима секретности на своей территории по настоящему Соглашению, возмещению другой Стороной не подлежат.

Статья 14

Настоящее Соглашение вступает в силу с даты его подписания и является бессрочным.

В настоящее Соглашение в любое время могут быть внесены изменения и дополнения, в случае достижения Сторонами договоренности в письменной форме с соблюдением такого же порядка.

Каждая из Сторон может прекратить действие настоящего Соглашения путем направления по дипломатическим каналам другой Стороне письменного уведомления не менее, чем за 6 месяцев до предполагаемой даты прекращения его действия.

В случае прекращения действия настоящего Соглашения обеспечение защиты переданных или являющихся результатом совместной деятельности в рамках сотрудничества Сторон секретных информации и материалов продолжается в соответствии со статьей 6 настоящего Соглашения, пока не будет снят гриф секретности.

Совершено в Париже « » декабря 2000 года в двух экземплярах, каждый на французском и русском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.



**ЗА ПРАВИТЕЛЬСТВО
ФРАНЦУЗСКОЙ РЕСПУБЛИКИ**



**ЗА ПРАВИТЕЛЬСТВО
РОССИЙСКОЙ ФЕДЕРАЦИИ**

Приложение

Обращение на посещение, составленное в соответствии со Статьей 10, должно включать, в частности, следующие сведения:

1. Фамилия и имя посетителя, дата и место рождения, гражданство и номер паспорта.
2. Профессия и должность посетителя, название учреждения, в котором он работает.
3. Наличие допуска к секретным информации и материалам соответствующей степени секретности.
4. Предлагаемая дата посещения и планируемая продолжительность визита, название учреждений, установок и помещений, являющихся предметом визита, цель визита и все полезные указания, касающиеся обрабатываемых тем, а также степень секретности секретных информации и материалов, с которыми предполагается ознакомление.
5. Должности, фамилии и имена лиц, с которыми посетители предполагают встретиться.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN FEDERATION CONCERNING THE PROTECTION OF CLASSIFIED INFORMATION AND MATERIALS

The Government of the French Republic and the Government of the Russian Federation, hereinafter referred to as "the Parties",

Desiring to ensure the protection of classified information and materials transmitted or resulting from joint activities conducted in the context of the cooperation between the Parties,

Have agreed on the following provisions:

Article I

For the purposes of this Agreement:

"Classified information and materials" means information and materials of any kind, in any form whatsoever, which, in conformity with the legislation of the States of the Parties, have been given a level and stamp of classification and which, in the interests of the national security of the two States, must be protected against access by any unauthorized person and against any dissemination, including their destruction, removal, disclosure or loss;

"Authorized organ" means a public or private body authorized by the Parties to receive, hold and use classified information and materials transmitted or resulting from joint activities conducted in the context of the cooperation between the Parties;

"Transmitting Party" means the Party which transmits classified information and materials to the other Party;

"Recipient Party" means the Party to which the transmitting Party transmits classified information and materials;

"Third party" means any international organization or State which is not defined as being a Party to this Agreement, as well as any individual or body corporate belonging to such organization or possessing the nationality of such State.

Article II

The Parties shall, in conformity with the legislation of their States, take all appropriate measures to ensure the protection of classified information and materials exchanged between the Parties pursuant to this Agreement or resulting from joint activities conducted under agreements, contracts or subcontracts established between the Parties.

In order to maintain an equivalent level of security, the competent security authorities of the Parties shall inform one another of their national legislation and exchange their na-

tional regulations concerning the protection of classified information and materials as necessary for the application of this Agreement.

Where necessary, the competent security authorities of the Parties may meet to exchange their experiences in protecting classified information and materials exchanged between the Parties or resulting from joint activities of the Parties conducted under agreements established between them.

Article III

The Parties, guided by the legislation and regulations in force in their States, undertake to protect classified information and materials transmitted or resulting from joint activities conducted in the context of the cooperation between the Parties in conformity with the equivalent levels of classification shown in the table below:

French Republic	Russian Federation
Secret défense (СЕКРЕ ДЭФАНС)*	СОВЕРШЕННО СЕКРЕТНО (Sovershenno sekretno)*
Confidentiel défense (КОНФИДАНСИЕЛЬ ДЭФАНС)*	СЕКРЕТНО (SEKRETN0)*
Diffusion restreinte (ДИФУЗЬОН РЭСТРЭНТ)*	ДЛЯ СЛУЖЕБНОГО ПОЛЬЗОВАНИЯ (Dlya sluzhebnogo polzovania)*

* Phonetic transliteration

Article IV

The competent security authorities of the Parties responsible for coordinating the application of this Agreement are:

For the French Republic:

The Office of the General Secretary of National Defence
51, bd. de Latour-Maubourg
75700 Paris 07 SP

For the Russian Federation:

The Federal Security Service of the Russian Federation
Bolshaya Lubyanka, d. 1/3
101000 Moscow

Article V

The Parties shall apply the following rules for the protection and use of classified information and materials transmitted or resulting from joint activities conducted in the context of the cooperation between the Parties:

The recipient Party shall afford to classified information and materials transmitted or resulting from joint activities conducted in the context of the cooperation between the Parties a level of physical and legal protection at least equal to that which it affords to its own classified information and materials of the equivalent level of classification;

The recipient Party undertakes not to use classified information and materials transmitted or resulting from joint activities conducted in the context of the cooperation between the Parties for purposes other than those for which they were transmitted without the prior written agreement of the transmitting Party;

The recipient Party shall not disclose or bring to the attention of a third party classified information and materials transmitted to it or resulting from joint activities conducted in the context of the cooperation between the Parties without the prior written approval of the transmitting Party;

The recipient Party shall not change the level of classification or declassify classified information and materials transmitted or resulting from joint activities conducted in the context of the cooperation between the Parties without the prior written agreement of the transmitting Party.

Article VI

Access to classified information and materials shall be granted solely to persons with appropriate clearance and whose duties require access to such classified information and materials on the basis of their need to know, for the purposes specified at the time of transmission.

Article VII

In conformity with the table in article III of this Agreement, each Party undertakes to apply the classification stamp of the equivalent level to classified information and materials as soon as they are received from the other Party.

The transmitting Party shall inform the recipient Party of any subsequent change in the classification and classification stamp of the classified information and materials transmitted or resulting from joint activities conducted in the context of the cooperation between the Parties.

The level of classification of classified information and materials resulting from joint activities conducted in the context of the cooperation between the Parties shall be determined by mutual agreement between the authorized organs of the Parties.

Article VIII

The Parties shall decide on the transmission of classified information and materials on a case-by-case basis in conformity with their national legislation.

Classified information and materials shall be transmitted by one State to the other through the diplomatic or military channel.

The competent security authorities of the Parties may agree that classified information and materials may be transmitted by a means other than the diplomatic or military channel in cases where such methods of transmission would prove to be inappropriate or difficult.

The authorized organ of the recipient Party shall officially confirm receipt of classified information and materials and shall transmit them to users.

The Parties shall take measures to prevent, in the territory of their States, the sending by post of classified information and materials transmitted or resulting from joint activities conducted in the context of the cooperation between the Parties.

Article IX

When a Party sends classified information and materials to the other Party, the recipient Party undertakes to ensure that the user of such classified information and materials has appropriate clearance allowing him or her access to such classified information and materials, that he or she can provide suitable protection for the classified information and materials transmitted, and that such means of protection are in conformity with national legislation and are appropriately monitored.

Each contract or subcontract involving classified information and materials shall include an annex on security. This annex shall specify what is to be protected by the recipient Party and the level and stamp of classification of the classified information and materials transmitted or resulting from joint activities conducted in the context of the cooperation between the Parties.

Article X

Visits allowing access to classified information and materials and to bodies where work involving classified information and materials is carried out shall be effected solely with the prior authorization of the competent security authority of the receiving Party.

Requests for authorization of such visits shall be transmitted by the competent security authority of the sending Party at least 30 days before the proposed date. Where necessary, the competent security authority of the receiving Party shall take all appropriate measures to expedite the issuance of the authorization and shall resolve the issue of multiple visits.

Requests for authorization of visits shall be drawn up in accordance with the procedures of the receiving Party and shall include the information specified in the annex to this Agreement.

Visitors shall be registered in conformity with the modalities in place in the receiving State.

Article XI

In the event of access by any unauthorized person, disclosure, destruction, misappropriation, removal, reproduction, dissemination or actual loss of classified information and materials, the recipient Party shall carry out an investigation, take all appropriate measures in conformity with its national legislation and regulations, and notify the transmitting Party without delay of the occurrence and the measures taken in conformity with the legislation of its State.

Such notification shall contain sufficient detail to enable the transmitting Party to make a full evaluation of the harm done.

Article XII

Any disagreement concerning the interpretation or application of the provisions of this Agreement shall be settled by consultation between the Parties.

The Parties shall consult one another on issues relating to the disclosure of classified information and materials exchanged or resulting from joint activities conducted in the context of the cooperation between the Parties.

Article XIII

Expenses incurred by the authorized organs of one Party in taking measures to ensure confidentiality in its territory pursuant to this Agreement shall not be reimbursed by the other Party.

Article XIV

This Agreement shall enter into force on the date of its signature and is concluded for an indefinite period.

The Parties may amend or supplement this Agreement at any time by expressing their agreement in writing under the same procedure.

Each Party may denounce this Agreement by notifying the other Party in writing through the diplomatic channel at least six months before the proposed date on which the Agreement will cease to apply.

In the event that the Agreement is denounced, measures shall continue to be taken to protect classified information and materials exchanged or resulting from joint activities conducted in the context of the cooperation between the Parties pursuant to article VI of this Agreement, as long as the classification stamp is not removed.

DONE at Paris on 18 December 2000 in duplicate, in the French and Russian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

MR. SCHWARTZENBERG
Minister for Research

For the Government of the Russian Federation:

MR. KLEBANOV
Deputy Prime Minister

ANNEX

Requests for visits drawn up pursuant to article X shall include, inter alia, the following information:

1. The visitor's surname and first name, date and place of birth, nationality and passport number.
2. The visitor's profession and duties and the name of the institution where he or she is employed.
3. Confirmation that the visitor has clearance for classified information and materials of the corresponding level of classification.
4. The proposed date and duration of the visit, the names of the institutions, facilities and sites to be visited, the purpose of the visit and any pertinent information concerning the subjects to be dealt with and the levels of classification of the information and materials the visitor plans to review.
5. The duties, surnames and first names of the persons who are to receive the visitors.

